

Chômage, Un an après Le changement, on l'attend encore !

***Prologue :** Fin avril 2012 alors que Nicolas Sarkozy sait qu'il ne sera pas réélu Président de la République il signe le décret 2012-294 avec la volonté de continuer à s'acharner contre les pauvres. Ce décret permet tout simplement aux conseils généraux d'étrangler une personne au Rsa en diminuant progressivement le maigre montant de ce revenu jusqu'à carrément le supprimer.*

Depuis le 10 mai 2012, date de l'élection de François Hollande à la fonction de président de la République, le chômage n'a cessé d'augmenter. Fin décembre 2012 c'est 3,13 millions de personnes qui pointent au chômage. Cela représente une augmentation de 10% des chiffres du chômage sur

1 an. La dégradation est continue jusqu'en février 2013. Nous avons atteint le chiffre record de 10,6% de la population active au chômage soit 3 169 300 personnes touchées par la précarité. Parallèlement aux chiffres, somme toute parlants, il existe une réalité humaine de la précarité, de la pauvreté et de la misère qui s'étend sans retenue à toutes les couches de la société. A un point tel que toutes les associations caritatives d'entraide sont prise d'assaut par les malheureux que le système exclut. Et la presse nous apprend qu'elles ne peuvent plus fournir leur aide tellement la pauvreté augmente. Les jeunes sont les premiers touchés, suivis par les seniors et tout ceux des âges intermédiaires qui ont vécu ou qui vivent les plans de licenciement en cours, Good year, Petroplus, Fralib.....etc. La destruction d'emploi sur l'année 2012 représente environ 100 000 postes. Les effectifs dans l'intérim décroissent aussi fortement (-31 300 postes, soit -5,7 %). La baisse de l'intérim atteint -74 400 sur un an. Et en cet hivers 2012 /2013 c'est pas moins d'une vingtaine de Sdf qui sont morts de froid ou à cause de conditions indignes de Vie.

Face à cette endémie systémique qui se caractérise par un très long espace temps de dégradation exponentielle où l'on perçoit chaque instant comme une décadence civilisationnelle, nous aurions pu attendre d'un gouvernement socialiste qu'il fasse une politique sociale importante tout en redistribuant les richesses et en remettant les fondements du libéralisme en cause. Et bien non ! C'est même le contraire qui se passe ! Hollande gouverne comme son prédécesseur, en continuant à appliquer les cautères libéraux. Rappelons ici que ces cautères sont tous responsables de la crise économique de 2008.

Fin juin 2012 alors que les nouveaux députés sont élus, notre association de chômeurs, AC ! Gironde, envoie une lettre à tous les députés socialistes pour leur demander d'annuler en urgence le décret 2012-294. Ce décret est dangereux, écrit-on, parce qu'il permet de couper les derniers moyens de survivre aux plus démunis et ainsi les jeter à la rue. A ce jour, 11 mars 2013 nous n'avons toujours reçu aucune réponse à notre lettre ! Et nous savons que des départements se permettent de supprimer le RSA sans vergogne jetant les gens dans des difficultés noires.....Ceci est très significatif de la volonté de changement du gouvernement Hollande ! Pire la conférence sur la pauvreté a eu lieu en décembre 2012. Ils ont parlé de faire baisser la misère sans les moyens financiers. Résultat, ils ont été incapables d'augmenter de manière significative les minima sociaux ridiculement bas. Un vague 10% sur cinq ans ! Ainsi ils resteront largement en dessous du seuil de pauvreté. Les propositions faites par le 1er ministre, lors de cette conférence sont totalement insuffisantes et passent largement à côté de l'urgence de la situation. 8000 places d'hébergement pour plus de 80 000 SDF référencés en France, cela représente à peine 10% des besoins. Et la fameuse augmentation du plafond pour accéder à la CMU ! En fait on vous laisse mourir de faim et de froid mais on se propose de vous soigner ! Grand cœur monseigneur a partir du moment où cela ne coûte rien ! Pour Monsieur Hollande, la pauvreté, en plus d'être invisible et muette doit aussi ne pas peser sur son budget d'austérité.

Septembre 2012, toutes les associations de chômeurs demandent au gouvernement Hollande le retour de l'Allocation Équivalent Retraite sans condition. Les seniors ne doivent pas tomber dans

la misère des minima sociaux en attendant la retraite suite à un licenciement. Monsieur Hollande fait la sourde oreille ! Il faudra attendre janvier 2013 pour qu'un décret soit signé permettant d'élargir le versement de l'ATS à ceux nés entre 1952 et 1953 uniquement. C'est un décret en trompe l'œil ou plus exactement, une réforme en tromperie qui ne rétablit pas le droit à l'Allocation Équivalent Retraite pour tous. Là, encore le gouvernement est incapable de rendre justice en faisant respecter l'égalité républicaine de traitement car enfin pourquoi les uns et pas les autres ? Parce que l'austérité est passée pas là et qu'il faut faire des économies. Économies que l'on fait aussi sur le dos des seniors pauvres, lamentable !

Et franchement ce n'est pas les 150 000 emplois d'avenir, CDD de 1 an renouvelables trois fois, pour les jeunes en difficulté, mais payés par de l'argent public distribué allégrement au patronat qui changera la donne collective. Pas plus les 500 000 contrats de génération qui doivent permettre l'embauche de jeunes chômeurs tout en permettant de maintenir un senior dans l'entreprise. Si on fait les calculs, cela représente un volant de 650 000 emplois qui pourrait être créés et 500 000 emplois maintenus. Ceci est une goutte d'eau dans la mer face à la dégradation des chiffres du chômage et aux 3 169 300 chômeurs en février 2013. Par contre ce gouvernement socialiste continu, comme Monsieur Sarkozy, à distribuer de l'argent public au patronat pour les inciter à embaucher alors que l'on sait qu'ils font le contraire. En plus les Préfectures et les Pôle emploi ont des difficultés pour placer ces emplois d'avenir par manque d'offres.

Le gouvernement aurait pu, alors, se rattraper sur la création d'un vrai revenu pour les moins de 25 ans mais il en restera à une vague aide financière à l'activité sans remise en cause du RSA jeunes créé par Sarkozy. Ce RSA sans modifications des conditions d'accès ne sert à rien puisque pratiquement aucun jeune ne peut y prétendre. Là encore le gouvernement Hollande botte en touche.

La dernière marotte de ce gouvernement c'est l'accès à la formation. Hollande dira lui même que chaque chômeur après le deuxième mois d'inscription devra se voir proposer une formation dans les six mois qui suivent. Ce qu'ils ne disent pas c'est qu'en même temps ils sont en train de régionaliser les formations sous l'égide politique des Conseil Régionaux. Pôle emploi, encore service public, est en train de perdre totalement son indépendance dans la gestion des marchés de la formation et de l'accès à la formation. Et sachez que la régionalisation ne nous garantit nullement l'égalité de traitement républicain puisque cela sera à la main des majorités en place ! Sacré schisme ! Quand aux chômeurs, ils vont être formés ou reformés avec le risque certain d'une logique occupationnelle de la formation face au manque d'emploi.

Pour tous, le passage obligé c'est « Pôle emploi » et là aussi, la précarité vous est offerte en paquet cadeau. La dégradation est telle que les offres d'emploi se font rares, – 13 % d'offres collectées en 2012. Pour cacher cette dégradation du marché du travail, il est envisagé d'ouvrir le site de Pôle emploi à des sites privés tel que Monster et keljob. Sites dont personne ne contrôlera la réalité des annonces.

Pôle emploi est une administration « ubuesque » voir kafkaïenne. Radiations massives 500 000 par ans, mauvais calculs des indemnités, accueil défaillant, standard téléphonique déshumanisé et saturé, surcharge de travail et manque de formation des agents, dégradation de la qualité de l'accompagnement, dossiers d'indemnisation retardés ou perdus quand ils ne sont pas bloqués arbitrairement. Cette gestion de masse du chômage entraîne une augmentation de la violence vécue des deux côtés du guichet. Et le 13 février 2013 à Nantes on a passé un cran supplémentaire dans l'insupportable et l'ignoble. Djamel Chaab, demandeur d'emploi, s'immole devant son Pôle emploi parce qu'il est radié, laissé sans revenus avec en plus un indu à rembourser. Il aura perdu la vie à cause de l'intransigeance de Pôle emploi parce qu'il aura oublié de déclarer 10 jours de travail.

La massification du chômage entraîne aussi une explosion des portefeuilles des conseillers de Pôle

emploi. Comme par exemple au Pôle emploi de Saint Denis où 19 conseillers gèrent 10 000 chômeurs. Soit 500 personnes par conseiller. La pression est telle que certains cadres ou conseillers se suicident, en Corse tout d'abord et se sera en Bretagne ensuite ou une jeune femme de 40 ans environ perdra la vie suite à un suicide.

Il y aurait tant à dire sur Pôle emploi. Sachez simplement qu'un plan stratégique 2012-2015 se met en place depuis janvier 2013. La seule stratégie de ce plan c'est faire plus pour ceux qui en ont le plus besoin ! Bien évidemment c'est du pipeau ! Le suivi différencié pour chaque chômeur et notamment pour le suivi renforcé entraînera des convocations deux à trois fois par mois. Autrement dit, plus de contrôles et plus de possibilités d'absence au rendez-vous et donc plus de radiations. Et pour le suivi 100% web ils iront jusqu'à contrôler vos connexions quotidiennes pour contrôler vos recherches d'emploi. La seule logique c'est le contrôle pour obtenir une radiation rapide. Et je fais court !...

Cerise sur le gâteau la nouvelle directive sur l'annulation des indus suite à une radiation administrative sur convocation paru en janvier 2013 permet à Pôle emploi de se mettre en légalité avec la loi, vous avez bien lu ! Ils suppriment aussi toute la gestion administrative induite par les indus et ils réduisent le délai de recours avant une radiation de 15 à 10 jours. En fait ce qu'il présente comme une avancée pour les chômeurs dans la presse est une régression. La radiation se fera plus vite ! Depuis janvier 2013 c'est officiel les radiations sont la variable d'ajustement des chiffres du chômage. En effet même le site du ministère du travail admet qu'avec cette réforme les chiffres sont gonflés à la hausse mais il est indiqué que cela va rentrer dans l'ordre en avril 2013.

Et la situation pour les chômeurs ne va pas s'améliorer. Dernièrement lors de la négociation sur la sécurisation de l'emploi le Medef, maniant l'art de la sémantique, a fait valider un « CDI flexible » par les syndicats de collaboration. Il a aussi proposé d'imposer aux chômeurs l'offre raisonnable d'emploi sans possibilité de refus et de réintroduire la dégressivité des allocations de Retour à l'emploi tout en proposant des droits rechargeables. Bref, des propositions qui diminuent les droits des Demandeurs d'emploi. Attention, cela pourrait tous nous concerner pour 2013 lors de la renégociation de la convention Unedic. Surtout que la cour des comptes dans un rapport alerte sur le déficit chronique de l'Unedic. Sous entendant qu'il va falloir faire des économies !

Selon les économistes de l'OFCE les années 2013 et 2014 verront une dégradation régulière des chiffres du chômage. La masse des licenciements induits vont accroître la pression sur Pôle emploi, sans que les logiques économiques qui y conduisent soient remises en cause. Le gouvernement Hollande va poursuivre son accompagnement du libéralisme sans remettre en cause ses fondements. La crise de la dette endémique commande l'austérité contre le peuple et c'est en vassal de ce système que ce gouvernement gouverne. La pauvreté dans ces conditions sera la chose la mieux partagée par le peuple dans les mois et les années qui viennent. La rose socialiste a explosé sur le mur du libéralisme. Et c'est l'enseignement pour l'avenir qu'il faut tirer de la première année de gouvernance de Monsieur Hollande.

Bordeaux le 12 mars 2013

Joëlle Moreau